Marché électrique : un petit pas pour la Suisse, un grand pas pour la sécurité d'approvisionnement

02.04.2025

D'un coup d'oeil

Il y a la saga Star Wars et, en Suisse, celle du marché de l'électricité. Depuis plus de 20 ans, deux camps se disputent sur la manière de gérer la force électrique, soit en la laissant au pouvoir supposé obscur du marché, soit à la bienveillance innée de la sphère publique. Un nouvel épisode a débuté, avec la conclusion de l'accord sur l'électricité entre la Suisse et l'Union européenne. Comme dans Star Wars, les non-initiés perdent très vite le fil de l'histoire et il est bon de faire la lumière sur les enjeux centraux de ce débat. Le principal, c'est le maintien de la sécurité d'approvisionnement de la Suisse à long terme.

Le marché est (déjà) partout

La Suisse est-elle le dernier pays européen à résister au marché de l'électricité ? En apparence oui, mais en apparence seulement. Le peuple avait refusé l'ouverture complète du marché en 2002 et les tentatives du Conseil fédéral de revenir sur sujet ont toutes échoué. Il n'empêche que le marché est déjà largement ouvert. Tous les clients dont la consommation dépasse un certain seuil (100 MWh) peuvent déjà choisir leurs fournisseurs. Deux-tiers d'entre eux ont choisi la liberté, représentant 80% de l'énergie consommée par les clients au-dessus du seuil . Les quelque 600 distributeurs d'électricité en Suisse, tous en mains publiques, ont manifestement su gérer cette ouverture partielle sans pertes ni fracas. Eux-mêmes achètent l'essentiel de leur électricité sur le marché car seul un tiers en produit . Pour faire court, seuls les petits consommateurs n'ont pas le choix et restent captifs de leur distributeur local.

Des petits clients pas vraiment protégés

L'épouvantail d'une hausse de prix pour les petits consommateurs est constamment brandi par les adversaires d'une ouverture complète du marché. Mais les clients captifs suisses ont vu leur facture bondir suite à l'agression de l'Ukraine par la Russie. L'absence de marché ne les a manifestement pas protégés. Le prix moyen est passé de 21 centimes par kilowattheure en 2020 à 29 centimes actuellement, ce qui place la Suisse dans le groupe des pays les plus chers d'Europe . Rappelons que les électrons, et donc le marché, ne représentent qu'environ un tiers de la facture, le reste étant le coût du transport et les taxes. Ces deux postes ont fortement renchéri ces dernières années, tant en Suisse qu'en Europe .

En réalité, les petits clients ne risquent rien d'une ouverture du marché. Tout simplement parce qu'ils auront constamment le choix entre rester dans l'approvisionnement de base de leur fournisseur local, à des conditions contrôlées, ou choisir librement leur fournisseur. L'accord négocié avec l'Europe le prévoit et de très nombreux pays de l'UE pratiquent ce système. Une dose de concurrence profiterait clairement aux clients, car elle inciterait les fournisseurs à améliorer leur service, à développer leurs prestations et tempèrerait la tentation de hausser les prix pour leurs clients captifs.

L’Europe tient à son marché, à juste titre

Nos voisins européens ont choisi d’interconnecter leurs réseaux électriques au moyen d’un marché non pas par amour du libéralisme, mais pour augmenter la sécurité d’approvisionnement de tous. Ce choix s’avère plus que judicieux alors qu’une guerre fait rage aux portes de l’Europe et que l’insécurité internationale croît dangereusement. Certains espéraient que le marché ne survivrait pas à la crise énergétique de 2022. C’est le contraire qui s’est produit, avec un ajustement de ses règles pour le rendre plus robuste.

Le vrai risque, c’est de rester à l’écart du marché

La Suisse se situe au cœur du système électrique européen, mais reste le seul pays qui n’en fait pas vraiment partie. Ce paradoxe risque de nous coûter de plus en plus cher. Les gestionnaires du réseau électrique suisse et les producteurs sont pratiquement exclus du système de pilotage du réseau européen. Cela perturbe le fonctionnement de notre propre réseau et nécessite de coûteuses interventions pour le maintenir en équilibre. Rester à l’écart renchérira et compliquera aussi les importations dont nous avons impérativement besoin en hiver. Les pays voisins accordent en effet dès cette année la priorité à leurs propres échanges sur leur réseau. De plus, nos producteurs ne peuvent pas pleinement valoriser leur production. Dans ces conditions, il n’est pas surprenant que les milieux électriques suisses, AES et Swissgrid en tête, réclament la participation pleine et entière au système électrique européen. Tout bien pesé, elle nécessiterait des adaptations minimes et complètement gérables de notre réglementation. Ce serait un petit pas pour la Suisse, mais un très grand pas pour améliorer notre sécurité d’approvisionnement.

Cet article est paru le 1.4.2025 dans le site swisspowershift.ch/

Dominique Rochat
Responsable de projets Senior Énergie, environnement, infrastructures et numérisation

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch